

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique – Directeur : Frédéric Aimard – 5 octobre 2026 – 1,50 €

N° 208

Rassemblement national

Les révélations de *Médiapart* sur des propos antisémites écrits par Jordan Bardella en SMS alors qu'il avait 17-18 ans ont suscité de nombreuses réactions dans le monde politique et médiatique qui a jugé maladroit la réaction de l'accusé et de ses amis. C'est le moins qu'on puisse dire. Mais, selon un sondage d'opinion YouGov publié par le Huffingtonpost le 3 octobre, si 60 % des sondés jugent l'affaire grave, seulement 38 % estiment que Jordan Bardella devrait démissionner. 40 % conservent une opinion favorable du lieutenant de Marine Le Pen. C'est un point de plus qu'elle...

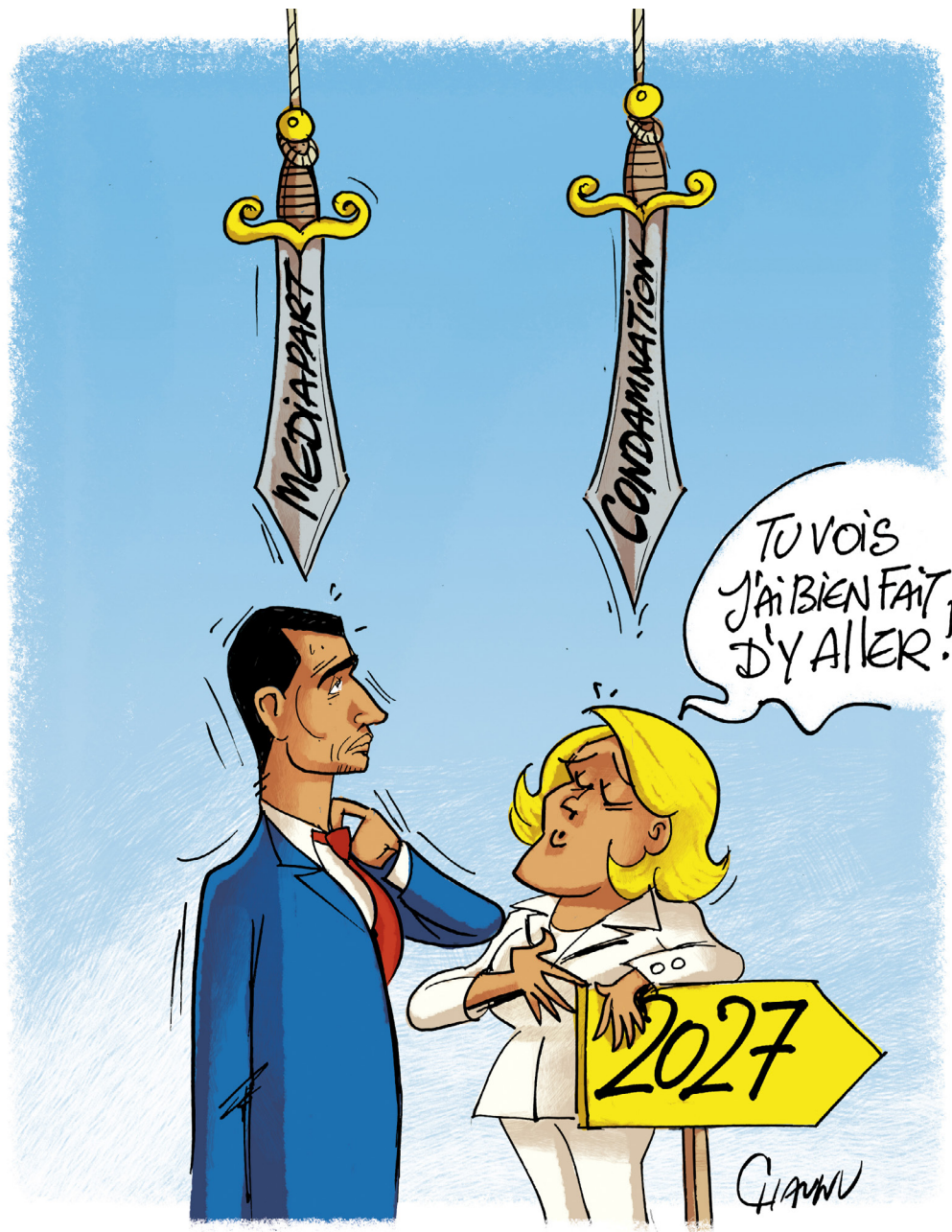
Quant aux sympathisants de son parti, ils sont 92 % à penser qu'il reste l'homme de la situation. Ce serait un retournement extraordinaire s'il n'était pas réélu triomphalement président du RN. Le vote électronique des adhérents a lieu du 21 septembre au 22 octobre. Il s'agit également de renouveler un Conseil national. Les résultats seront publiés le 24 octobre lors d'un XIX^e congrès réuni au Co'Met-Arena d'Orléans, et célébrés le lendemain au même endroit lors du premier grand meeting de la campagne présidentielle de Marine Le Pen.

Des juges sanctionneront peut-être le viol d'une correspondance privée,

voire l'éventuelle falsification de celle-ci. Encore que les fautes d'orthographe plaident pour l'authenticité plus sûrement que le constat d'un huissier pas vraiment équipé pour savoir ce qu'il en est. Le respect de la vie privée reste un rempart de la démocratie, même si l'on aimerait bien savoir ce que les candidats ont vraiment

dans la tête... La question ici est moins de supposer ce que Jordan Bardella pensait il y a dix ans, que d'espérer qu'il a été capable d'une authentique remise en cause et de progrès intellectuels et moraux. La même question se pose à l'égard de la plupart des hommes politiques en vue.

Paul Chassard



SOMMAIRE

P. 1 : Rassemblement national. P. 2 : Un soupçon vaut-il une preuve ? P. 3 : Lectures. P. 4 : Extrême droite. – Rien ne va plus – Lycéens. P. 5 : Manuels scolaires. – Bon sens. P. 6 : Pauvres. – Chaussure. – Marche des fiertés. P. 7 : Bernanos et Munch. – Prix Combourg. P. 8 : La dame de Marrakech.

Un soupçon vaut-il une preuve ?

On ne cesse d'invoquer l'état de droit mais les principes sont à géométrie variable selon le camp qui le revendique. On se demande même si la Constitution de 1958 est encore légale car le simple fait de vouloir se servir d'un de ses articles pour une question précise qui intéresse vivement les Français est remis en cause. Ainsi la querelle qui va revenir avec l'article 49-3 pour l'adoption du budget. Ou l'organisation d'un référendum sur l'immigration par l'article 11. Ce serait juridiquement impossible ? Et compte tenu des émeutes liées aux lycéens ou à ceux qui prétendent l'être, peut-être verrons-nous une demande d'état d'urgence ce qui va provoquer des houles de protestation. La violence légitime a été confiée à l'État. Elle est prévue par la déclaration des droits de l'homme. Une constitution ne s'use que si on ne s'en sert pas. Les lois d'exception aussi.

Il suffit de nos jours de lancer une accusation d'ordre sexuel, moral ou politique sans apporter en même temps le moindre indice vérifiable et discutable contradictoirement, pour qu'aussitôt la personne concernée soit vilipendée, déclarée coupable et écartée. Voire éliminée d'une primaire ou d'une course à la présidence, sans même être la tête de liste. La présomption d'innocence est morte et enterrée. L'opprobre peut s'appliquer au quidam anonyme.

On n'attend même pas qu'une plainte pénale soit déposée, qu'il y ait un début

de vérifications, une piste sérieuse sur la véracité ou non des propos qu'on reproche. On exige que l'accusé aille immédiatement à Canossa, qu'il confesse ses fautes comme du temps de Mao Tsé Toung. La défiance colle à la peau, erreur ou non de jeunesse et réflexion rédemptrice avérée ou non. Il va de soi que si M. Bardella junior a tenu des propos inadmissibles, l'auteur senior doit s'en expliquer et en tirer toutes les conséquences. On ne tolère pas l'intolérable.

La protection légale des sources des journalistes qui permet de ne pas révéler qui a informé et fourni des éléments concrets, n'autorise pas cependant de prétendre que techniquement la preuve est apportée. Surtout quand on sait quelles manipulations sont possibles technologiquement.

Les révolutionnaires de 1789 avec la Terreur avaient inauguré l'ère du soupçon. Elle a conduit les ennemis désignés à la guillotine. Et ceux qui ont choisi les ennemis ont suivi. La révolution dévore toujours ses enfants.

On vilipende les jeunes casseurs. Mais si les adultes n'ont que du glauque et du moralement infâme à leur présenter, il ne faut pas s'étonner que la société dans laquelle ils vont vivre ne les intéresse pas. Ils veulent de la confiance. On leur montre de la violence dans les rapports humains et la haine. La dénonciation rabaisse et peut conduire au chaos. On a besoin d'apaisement.

Christian Fremaux

Antisémitisme

L'antisémitisme naît d'un sentiment universel, bête et destructeur, qui est la ja-

lousie. Si on se place dans la perspective de la Bible, il naît du fait que Dieu a élu un peuple et un seul pour être, dira-t-on sans craindre la simplification, d'appartement témoin de sa présence sur terre. Le premier crime antisémite c'est, en quelque sorte, Caïn tuant son frère Abel que Dieu a favorisé de la reconnaissance de son offre.

Dans la Bible, Moïse, sauve son peuple d'une persécution antisémite en Égypte au XIII^e ou XV^e siècle avant J.-C. L'histoire d'Esther et Mardochée raconte comment la passion antisémite peut s'emparer d'un autre peuple et comment le roi de Suse, providentiellement éclairé, peut se faire l'instrument de Yahvé en écoutant sa fidèle épouse et son conseiller juifs et lancer la reconstruction du Temple de Jérusalem. On situe cela au V^e siècle avant Jésus-Christ. Quant aux combats menés par les frères Macchabées contre les colonisateurs grecs, ils sont documentés au II^e siècle avant J.-C. On se souvient de l'épisode où le roi Antiochos IV Épiphane fait mettre à mort successivement sept frères juifs qui refusent d'avalier une seule bouchée de viande de porc dont la consommation est interdite par leur livre saint.

Les Grecs, comme les Romains qui prendront leur place, étaient tolérants avec les dieux des peuples qu'ils soumettaient, à condition qu'ils viennent rejoindre leur Panthéon et que tout le monde participe au mode de vie commun. Ainsi en est-il de toute société traditionnelle où la différence est mal vue, ou la revendication d'une élection divine de quelques-uns est un crime contre l'unité. C'est pourquoi le bon roi français

Saint Louis eut le mauvais goût de prendre des mesures antisémites que son lointain successeur Louis XVI leva définitivement avant que l'abbé Grégoire et les révolutionnaires ne proclament une égalité complète des citoyens. Elle ne mit pas les Juifs à l'abri de résurgences d'antisémitisme à la faveur de la toujours aussi bête jalousie (contre les juifs usuriers devenus les banquiers, les juifs médecins, etc.) attisée par des idéologues de gauche d'abord, de droite ensuite, par haine de l'argent, par rêve d'une unité nationale voire mondiale englobant toutes les dimensions de la vie, par souci d'efficacité mobilisatrice d'électeurs auxquels il faut tenir des discours simples excitant leurs passions primaires. Dans certains pays on a connu ce qu'on a appelé des pogroms (Russie, Pologne, etc.). Il y eut de très grands écrivains pour se laisser prendre aux passions antisémites favorisant les envolées lyriques. Certains, comme Barrès ou plus tard Bernanos, ont reconnu sincèrement leur erreur, même si le premier se voit, ces jours-ci, « débaptiser » sa place parisienne par de sombres ignorants sectaires.

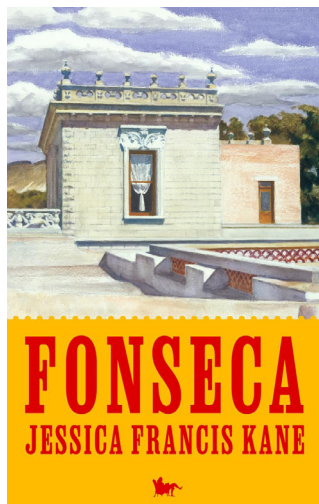
Staline a usé et abusé de l'antisémitisme pour se maintenir au pouvoir. Hitler en a fait le fond unique de sa doctrine morbide avec sa « solution finale ». On pouvait croire que, par l'horreur absolue des camps d'extermination, une fois la paix et la liberté démocratique rétablies, on n'entendrait plus jamais parler de l'antisémitisme. Tout cela ne fut pas pour rien dans la naissance de l'État d'Israël vue comme une réparation et une normalisation après un « crime contre l'humanité ». Mais

■ **Lycéens** : Des lycéens sont en grève à Paris, Lille, Marseille, Strasbourg... Plusieurs centaines de lycées sont soumis à un blocus et certains ont connu des débuts d'incendie criminel, notamment à Nantes et en banlieue parisienne. Le Premier ministre a convoqué une cellule de crise à ce sujet le 1er octobre alors que près de 700 manifestants avaient été interpellés, 119 personnels de l'Éducation nationale et 83 policiers blessés.

■ **Présidence** : Le président Macron s'est rendu en visite d'État en Espagne du 29 au 30 septembre. Il y a inauguré un forum économique franco-espagnol, a dîné avec le roi et la reine, a rencontré des étudiants de la prestigieuse université Complutense de Madrid.

■ **Pharmacie** : Le groupe français Sanofi a annoncé le 1er octobre un accord jusqu'à 8 milliards de dollars pour commercialiser de nouveaux anticorps développés par l'entreprise de biotechnologie américaine Regeneron, connue pour son invention du Dupixent (eczéma et asthme).

■ **Justice** : Les artistes catholiques Anne et Daniel Facérias, leur association « La Diaconie de la beauté » et le fonds de dotation lié ont été condamnés le 29 septembre par le tribunal judiciaire de Paris pour abus de faiblesse aux dépens du comédien Michael Lonsdale disparu en 2020. Celui-ci avait fait en 2019 de l'association sa légataire universelle en déshéritant ses neveux et des associations caritatives primitivement désignées dans un précédent testament en 2018. Anne Facérias a également été condamnée pour détournement de fonds au préjudice de son association. Au total un an et huit mois de prison avec sursis, des interdictions de gérer, et de lourdes amendes pour elle, son mari, l'association et le fonds de dotation. Les Facérias feront appel.



ROMAN

L'héritage

Angleterre, années 1950. Tout va mal pour Pénelope Fitzgerald : son mari s'abîme dans l'alcool, la revue qu'ils dirigent décline, l'argent manque tandis qu'elle attend un troisième enfant.

C'est alors que deux vieilles filles riches vivant au Mexique lui écrivent qu'elles veulent faire de son fils, six ans, leur héritier. Une condition : ils doivent venir à Fonseca.

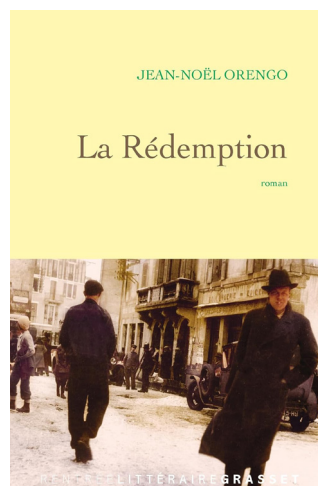
Jessica Francis Kane raconte leur périple. Sur place, les prétendants à l'héritage sont nombreux. Mère et fils se débattent dans une société locale qui les berne.

Fonseca, Jessica Francis Kane, Quai Voltaire, 272 p., 23 €.

BIOGRAPHIE ROMANCÉE

L'amour, malgré tout

Pour l'Histoire, Pierre Drieu La Rochelle reste un écrivain sulfureux. Jean-



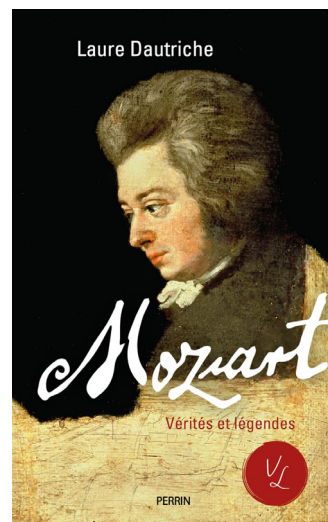
Noël Orenge en dresse un portrait plus complexe. D'abord séduit par le socialisme, il devient fasciste, antisémite et collaborateur. Attiré par les femmes, il les aime autant qu'il les déteste. Mais c'est son histoire d'amour avec Colette Jéramec que l'auteur questionne. Leur mariage dure quatre ans. La jeune femme est juive. En 1943, elle et ses fils issus d'une seconde union sont internés à Drancy. Drieu La Rochelle leur évitera la déportation en prenant des risques.

La Rédemption, Jean-Noël Orenge, Grasset, 416 p., 23 €.

MUSIQUE

Le génie

Des notes, Mozart en a plein la tête. Sa musique virevolte. Dès l'enfance, c'est un virtuose qui aime l'aventure sonore. Les Viennois peinent à comprendre son œuvre ; le succès viendra tard. Laure Dautriche interroge ce qui fait sa personnalité : ses relations familiales, l'origine de ses opéras, ses réussites et ses échecs. Un ouvrage



pour saisir l'homme dans son entièreté.

Mozart. Vérités et légendes, Laure Dautriche, éditions Perrin, 208 p., 14 €.

REVUE

Intellectuels français

À l'occasion du centenaire de la naissance de Michel Foucault, Lire analyse l'influence de la French Theory représentée par des intellectuels français (Deleuze, Baudrillard...) dans les universités américaines. Autres sujets : un entretien avec Laura Kasischke, l'univers de Jean-Philippe Toussaint, le portrait de Julian Jackson...

Lire magazine, octobre 2026, 7,90 €. En kiosque.



la fin de l'Histoire n'est pas pour demain.

Jordan Bardella, à qui l'on prédit les plus hautes fonctions, vient de se prendre les pieds dans le tapis. Ses dénégations ne convainquent pas grand monde. Il ferait peut-être mieux de demander pardon. C'est justement le temps de la fête juive de Yom Kippour, le Grand Pardon... C'est le moment de demander pardon aux Juifs et pour ceux-ci le temps de donner leur pardon aussi. Un bien grand mystère que cette idée de Pardon dont seul Dieu paraît capable.

Frédéric Aimard

Extrême droite

Pour la première fois de son histoire l'extrême droite française s'apprête à accéder aux plus hautes responsabilités politiques, de manière non seulement légale mais démocratique. Les sondages donnent toute crédibilité au projet de Marine Le Pen de devenir présidente et de nommer Jordan Bardella Premier ministre. C'est la formule proposée aux Français depuis qu'elle a, pour l'instant, échappé à une condamnation judiciaire plus lourde dans l'affaire des assistants parlementaires européens. À moins bien sûr qu'un accident ne survienne d'ici le 2 mai. Les accusations d'antisémitisme formulées contre Jordan Bardella dans une enquête publiée par le site Mediapart cette semaine ne sont qu'un exemple des obstacles qui peuvent surgir dans cette course en tête.

Ces révélations reposent sur des propos privés prêtés au président du Rassemblement national dans les années 2013 à 2015 (il n'avait que 17-18 ans) qui

suggèrent une proximité idéologique avec le théoricien complotiste Alain Soral ou l'humoriste Dieudonné. Jordan Bardella a beau révéler qu'il était alors en couple avec une jeune femme de confession juive, et rappeler qu'il a été reçu avec tous les honneurs en Israël, la méfiance s'installe dans la communauté juive et ailleurs. Est-il victime d'une sorte d'humour noir propre à l'adolescence ? Ses propos odieux révèlent-ils ses véritables convictions ? On connaît les méthodes de la rédaction de Mediapart. Elle ne révélerait pas une affaire sans avoir des munitions d'avance. Les journalistes assurent disposer de traces techniques écrites de ces conversations : des SMS échangés que leurs destinataires auraient soigneusement conservés sur leur téléphone pendant plus de dix ans pour les ressortir aujourd'hui. Leur authenticité serait vérifiable « à 200 % ». La thèse d'une guerre interne à l'extrême droite, voire d'une « barbouzerie » mettant en cause quelque service de police parallèle ne peut être écartée. D'aucuns disent que Marine Le Pen n'est pas si mécontente de retrouver une sorte de liberté à désigner un Premier ministre lui faisant moins d'ombre dans les sondages. Si on part avec de telles divisions internes, le chemin du pouvoir risque d'être plus que tortueux. Et que dire de l'éventuelle suite, de l'exercice des responsabilités dans un contexte traumatique où les menaces de crise financière, de révolte sociale, de guerre étrangère sont des hypothèses sérieuses ?

Au-delà des promesses électorales et des réactions aux coups tordus, comment l'extrême droite se prépare-

t-elle à diriger le pays ? Malgré le caractère inédit de la situation, un regard sur l'Histoire ne lui serait pas inutile. C'est pourquoi on recommandera à Marine Le Pen et à Jordan Bardella de trouver le temps de plonger leur nez dans la formidable Histoire de l'extrême droite française, de 1870 à nos jours, qui paraît chez Perrin. Le professeur Olivier Dard y condense l'immensité de son savoir sur un sujet qu'il domine en gardant une hauteur de vue rare dans son milieu universitaire. Sa vivacité d'esprit, son style souple, l'empathie pour les hommes d'action et le beau style (il fait tout commencer avec l'écrivain Maurice Barrès) font d'Olivier Dard le meilleur commentateur des subtilités de l'extrême droite depuis l'effondrement du Second empire jusqu'à l'ascension du clan Le Pen. Un remède contre l'inculture politique qui sévit dans le monde journalistique mais plus encore dans le monde politique. Même si ses références sont d'abord livresques et journalistiques puisqu'on ne fait l'Histoire qu'avec des documents, il y a là des pages dont on aimerait que les élus d'aujourd'hui et de demain puissent tirer d'utiles leçons pour éviter de tomber dans les traquenards les plus ordinaires de la « droite nationale ».

F.A.

Rien ne va plus

Comme les quatre jours de visite de Léon XIV semblent loin, balayés par les centaines d'établissements scolaires attaqués, les dizaines de millions d'euros de dégâts et les milliers d'interpellations ! Depuis le mardi 29, se succèdent les

violences autour des lycées. Tout le monde sait qu'elles sont attisées à la base par les casseurs et à l'extérieur par de nombreux députés et militants de la France insoumise. La CGT n'a pas craint de lancer dans la rue des centaines de milliers de fonctionnaires. Triste commentaire d'une enseignante du secondaire : « Je ne peux pas exercer mon métier de transmettre le savoir aux élèves qui me sont confiés. »

On en oublie les manœuvres pour faire adopter le budget de Sébastien Lecornu, la dernière augmentation du taux des prêts consentis à la France, qui flirte avec les 5 % (3,6 % au début de l'été) et les énièmes mises en garde, de gauche comme de droite. Pour ce trimestre, la dette publique atteint 3 700 milliards d'euros, soit 119 % du PIB... Et le prix des carburants ne baisse pas.

Jean-Gabriel Delacour

Lycéens

Quatre cents lycées étaient bloqués le 2 octobre et le conseil de crise réuni par le Premier ministre la veille a recommandé aux fournisseurs de remettre en place le télétravail comme durant l'épidémie de covid. Cela au moment où l'enquête Pisa montre les effets délétères des écrans sur les capacités d'apprentissage et où on veut interdire le téléphone portable à l'école !

Comme souvent en France, la jeunesse, même résiduelle en notre époque de dénatalité, est le moteur d'un mouvement social inattendu, plus ou moins violent, susceptible de mettre d'un jour à l'autre toute la société à l'arrêt. La vie politique française est ainsi faite qu'il

semble nécessaire que ces crises surviennent pour permettre à quelques-uns de se former une conscience politique, d'apprendre à émerger du groupe et aussi à ce groupe d'exister, de prendre conscience de lui-même, de sa force... Ne doutons pas que parmi les lycéens révoltés d'aujourd'hui, il y aura des électeurs (s'ils vont jusqu'au bureau de vote) LFI en mai prochain, et même peut-être des sénateurs de demain...

Cela pour l'aspect « positif » de la chose. Quant au reste, on ne peut que se lamenter. Réclamer « le Bac pas la Bac » et « des moyens », c'est accréditer l'idée que le bac est un dû (sans travail ?) et qu'un État ruiné doit encore et toujours dépenser en pure perte pour des générations d'assistés. Les incendies déclenchés dans plusieurs établissements, dont certains venaient d'être rénovés à grands frais durant l'été, provoquent le découragement chez les élus et les professeurs. Quant aux slogans contre la police, c'est une constante qui fait partie d'un jeu provocation/réaction qui fait le délice de manipulateurs politiques rodés (de formation trotskiste) et de politiciens de droite pensant pouvoir fédérer autour d'eux les populations scandalisées par les violences de rue. Jeux dangereux de part et d'autre.

Mais aux provocateurs professionnels, s'ajoutent des provocateurs purement nihilistes, ceux qu'on voit à l'œuvre lors des incendies rituels du 1er janvier dans certaines banlieues ou après les grands événements sportifs jusque sur les Champs-Élysées, une jeunesse, parfois plus si jeune, sans travail, vivant d'allocations et de trafics, agitant des drapeaux

algériens ou palestiniens, avec un sentiment de déclassement et nourrissant le fameux racisme « antiblanc », celui qu'on a vu à l'œuvre à Crépol, et qui peut à tout moment faire basculer un monôme en une scène de crime.

Il est urgent de calmer le jeu. Même si aucune mesure ponctuelle ne peut recoller les morceaux de notre archipel social.

P.C.

Manuels scolaires

La Cour administrative d'appel de Paris a donné jusqu'au 2 novembre à la Région Île-de-France pour retirer de ses sites internet son offre illégale de manuels scolaires en ligne, proposés gratuitement depuis 2022 à quelque 250 000 lycéens fréquentant des établissements ayant choisi cette pédagogie numérique.

La justice administrative donne ainsi raison aux éditeurs scolaires (Hachette, Bordas, Nathan, Magnard, Hatier, Belin, Foucher, Didier...) qui se voyaient concurrencés par une initiative politique fonctionnant sur fonds publics et donc « portant atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie ». Les enjeux sont financiers, car ce sont des fortunes qui se sont construites depuis le XIXe siècle sur l'édition de manuels scolaires, et idéologiques. C'est d'ailleurs pourquoi les réactions favorables au jugement ont été non seulement du côté des partisans libéraux de la liberté du commerce mais aussi du côté de la gauche « républicaine » qui a traditionnellement la mainmise sur le contenu des manuels par ses innombrables com-

missions pédagogiques sans lesquelles aucun manuel ne peut voir le jour ou, du moins, pouvoir espérer être choisi par un établissement scolaire public et même privé.

Il faut dire que Valérie Pécresse a à peu près tout faux en s'obstinant à vouloir se mêler de la question des manuels au prétexte que ce sont les régions qui sont propriétaires des lycées. Déjà, la pédagogie numérique est une impasse que la dernière enquête Pisa a bien mise en lumière. Ensuite, pour ce qui est du contrôle idéologique, c'est peine perdue et les manuels de la région ne sont pas moins contaminés par le pédagogisme ou les lubies sociétales du moment que les autres. Cela ne fait que rajouter des équipes supplémentaires et surtout des dépenses à l'heure des restrictions budgétaire. La pédagogie numérique et participative, les éditeurs savent déjà faire (voir le site LeLivreScolaire.fr) avec succès même s'il ne faut pas forcément s'en réjouir. On a évité la nationalisation totale de l'Instruction. Mieux vaut ne pas sombrer dans sa régionalisation, avec les disparités que la disproportion des moyens accentuerait entre régions. Il y a déjà tant à faire pour remettre les choses en ordre dans l'administration du pays ! Mieux vaudrait que chacun ne se mêle pas de tout au prétexte qu'il gère des budgets colossaux.

F. A.

Bon sens

L'Assemblée nationale examine la proposition de « loi intégrale sur les violences sexistes et sexuelles ». Nul ne saurait contester l'ampleur du problème alors

qu'une étude de l'Inserm a montré que, si 15,9 % des femmes de 18-69 ans déclaraient en 2006 avoir subi un rapport forcé ou une tentative, elles étaient devenues 29,8 % en 2023 – ce qui peut d'ailleurs s'expliquer par la relative difficulté à en parler auparavant.

Le texte étudié comprend une soixantaine d'articles, dont certains sont dédoublés et d'autres retranchés « car déjà présents dans le projet de loi de protection des enfants ». On y a ajouté un « socle minimal d'actes d'enquête ». Pourtant, diverses associations « dénoncent un texte dans lequel manquent cruellement les enjeux liés à la prévention des violences, qui met l'accent sur le répressif et fait abstraction de la diversité de la société civile » ; « elles contestent également les moyens prévus et la manière dont la proposition de loi dite intégrale entend lutter contre ces violences. »

En réalité, la loi ne sera jamais complète et exprimera surtout cette manie française qui croit tout prévoir et, finalement, se perd dans certains détails et en néglige d'autres, d'où la nécessité ultérieure de réactualiser et de compléter. Elle n'échappe pas non plus à une certaine inflation verbale en ajoutant aux violences sexuelles, facilement définissables, les sexistes, qui relèvent de l'interprétation et du ressenti, très variables selon le moment et le contexte.

Et si on revenait au bon sens, celui des mots simples et généraux ? Pour sanctionner, mieux vaudrait en effet rester clair et ne pas ouvrir la porte à des arguties servant finalement les auteurs des crimes et délits qu'on veut punir.

Précý

Pauvres

La mesure statistique de la pauvreté demande du temps. Les données générales remontent à 2023 et l'Institut national de la statistique (INSEE) constatait que cette année-là près de dix millions de personnes (9,8 millions) vivaient en situation de pauvreté monétaire en France métropolitaine, soit 15,4 % de la population. C'est le taux le plus élevé depuis trente ans.

Dans une note publiée début octobre, l'INSEE donne de très inquiétantes précisions. Les personnes dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian (soit 2 228 euros en 2024) restent de plus en plus longtemps dans cette situation. Le nombre de ces personnes en situation de pauvreté pendant quatre années consécutives a presque doublé en l'espace de quinze ans. Ces données sont établies pour l'hexagone. Il faudrait aussi prendre en compte les taux de pauvreté en Guyane (50,2 %), à La Réunion (36,1 %), en Guadeloupe (34,5 %)...

La période inflationniste dans laquelle nous entrons va durcir et prolonger ces situations de pauvreté.

Claudine Uzerche

Chaussure

L'entreprise qui exploitait encore la marque historique André (« le chausseur sachant chausser », fondée à Nancy il y a 130 ans) mais qui n'avait plus que 30 salariés, a été mise en liquidation judiciaire le 9 septembre 2026 par le tribunal des Affaires économiques de Paris. C'est l'un des derniers épisodes de l'aventure Vivarte (anciennement groupe André) qui

avait cumulé jusqu'à 5 000 magasins, 24 enseignes et 22 000 salariés.

Ce groupe a été vidé, à partir de 2004, de sa substance par des fonds de pension « vautours » spécialistes du « Leveraged buyout (LBO) » qui consiste à faire payer deux (ou trois) fois aux entreprises rachetées le prix de leur cession à de purs financiers avec la complicité de managers trop payés, mercenaires sans attaches ni scrupules.

La délocalisation des productions et l'évolution des modes de consommation a fait le reste.

Une grande tristesse pour cette marque qui a accompagné les familles nombreuses durant tant de générations.

F.A.

Marche des fiertés

Il faudrait avoir les codes culturels pour interpréter les couleurs des drapeaux, banderoles ou ballons, comprendre certains slogans ésotériques, interpréter tel ou tel déguisement ou attitude. Toujours est-il que la Marche des fiertés, qui avait été reportée du 27 juin (trop caniculaire) à ce 3 octobre à Paris, a réuni une centaine de milliers de personnes en un long et calme défilé qui allait de la place d'Italie à la place de la Bastille en passant par le Quartier latin notamment. Le temps était doux et l'ambiance détendue. Musiques techno ou pop assourdissantes, quelques tambours et danseurs brésiliens, marcheurs entre vingt et trente-cinq ans pour l'essentiel. Quelques hommes travestis en femmes, des garçonnas, de spectaculaires uniformes évoquant le groupe de musique Village People, des

costauds en kilt écossais, des masques ou costumes animaliers, en plastique, en fausse fourrure, avec muselière ou non... Certains en profitent pour montrer leurs fesses ou leurs seins éventuellement siliconés. Mais pas plus provocants que sur une plage. Des gens bien élevés : très peu de papiers gras ou canettes laissés par terre, les cigarettes sont écrasées sur le cendrier des poubelles de trottoir... Sitôt la marche quittée, ils se fondront pour la plupart dans la foule ordinaire parisienne, si ce n'est un petit autocollant sur un vêtement ou une trace de maquillage à la couleur LGBT.

Il y avait, cette année, moins de chars que les années précédentes. Souci écologique ? Et certains camions étaient d'ailleurs à motorisation électrique. Un Camion au nom de la marque L'Oréal, un autre à celle du service des eaux d'Île de France... (officiels ou non ?), de nombreux drapeaux LFI et de la CGT, quelques drapeaux palestiniens. D'un char prétendu chrétien émanaient des Alléluïa de la meilleure facture. Il était immédiatement suivi d'un char Shalom Gay, des juifs homosexuels mais pas très cashers en ce samedi... Un petit train touristique arborait des pancartes « Fiers de nos familles » et il promenait des petits enfants accompagnés de leurs « deux papas ». Suivait une banderole « La GPA pour tous ». Est-ce ainsi que seront fabriquées les générations françaises de demain ? Un des rares spectateurs plutôt indifférents de cette manifestation commentait : « On aura besoin demain de beaucoup plus de "psi..." encore qu'aujourd'hui ». C'était dit sans acrimonie. Comme

un constat que, sans être spécialement freudien, on ne peut que partager.

F.A.

La filière cidricole dans la tourmente

La sécheresse de ces derniers mois est passée par là. En ce début d'automne, l'Union nationale interprofessionnelle cidricole (Unicid) tire la sonnette d'alarme : cette année 2026 restera comme « l'une des plus mauvaises récoltes qu'ait connues la filière cidricole française », avec 50 % en moins de pommes récoltées par rapport à l'an dernier. Cela ne surprendra nullement ceux qui ont eu l'occasion d'arpenter les vergers ces dernières semaines.

Pour les arboriculteurs de la filière, c'est une importante perte de revenus alors que les coûts d'entretiens des vergers demeurent et que ceux-ci ont été affectés par le stress hydrique. Les trésoreries de nombreuses exploitations familiales sont d'ores et déjà dans la tourmente. Au-delà des agriculteurs, ce sont les producteurs, artisans ou industriels, de cidres qui rencontrent logiquement des difficultés d'approvisionnement en fruits. L'Unicid rappelle que la filière cidricole française, qui a su miser ces dernières années sur la qualité et sur la diversification de son offre commerciale, représente 4 000 emplois.

Jérôme Besnard

Le désespoir surmonté par la beauté

Les éditions Magnificat ont révolutionné, depuis 1992, les missels mensuels que des catholiques du monde entier utilisent pour suivre la messe, en donnant à ces fascicules une présentation soignée, presque luxueuse malgré les forts tirages, qui a conquis les marchés américain, espagnol, mexicain...

Fort de ce savoir-faire, elles éditent quelques beaux livres spirituels de temps à autre, avec le même soin apporté aux détails : papier, typographie, mise en page, belles impressions dont on peut seulement regretter qu'elles ne soient manifestement plus possibles en France. L'idée « marketing » est que le vrai se doit d'être beau... et accessible.

On a remarqué chez Magnificat la nouvelle collection de ces petits ouvrages carrés (15 cm x 15 cm, 120 pages) en tous points irréprochables pour la réalisation : tout en quadrichromie, surimpressions dorées, rabats, avec des illustrations très précisément mises en page dans une symphonie de couleurs délicates. Après Péguy, Pascal et Marie Noël, voici Bernanos. La quatrième de couverture indique : « Découvrez la richesse spirituelle des écrits de Georges Bernanos, grâce à une sélection de textes soigneusement choisis par Sébastien Lapaque. Un superbe ouvrage dirigé par Jean de Saint-Cheron et illustré par les œuvres d'Edvard Munch, contemporain de Georges Bernanos. » Cela paraît ronflant et c'est pourtant modeste, car on pour-

rait presque dire « génialement choisis » tant Lapaque s'est depuis si longtemps imprégné de Bernanos et particulièrement du Bernanos exilé au Brésil, tant sa plume de commentateur est précise et juste. Les lecteurs du Figaro, notamment, le savent bien.

Quant à savoir pourquoi des tableaux du Munch étaient ici indispensables à la mise en valeur de ces textes fulgurant de pertinence pour notre époque menacée par l'intelligence artificielle... on s'en voudrait de déflorer l'histoire humaine palpitante qui justifie factuellement ce choix. À vous de la découvrir dans l'un des très courts chapitres qui introduisent ce florilège.

Une lecture qui peut être faite peut-être en une demi-heure, mais sur laquelle on reviendra certainement de nombreuses fois pour en apprécier la tragique substance. Bernanos c'est beau et émouvant, on le savait. Mais là, on a envie de dire « chapeau l'artiste » en saluant le journaliste et son éditeur qui nous offrent ce si bel objet favorisant la contemplation, la prière... et la réflexion politique.

F.A.

Georges Bernanos – œuvres d'Edvard Munch, textes présentés par Sébastien Lapaque, Magnificat, 2026, 13,90 euros.



Le prix Combourg remis à Jean de Saint-Cheron

Remis chaque année dans la propriété médiévale où Chateaubriand passa son enfance, le prix Combourg récompense un ouvrage libre et engagé comme l'était en son temps l'auteur des *Mémoires d'Outre-Tombe*. La forteresse de Combourg qui domine la charmante ville bretonne du même nom, appartient toujours aux petits-neveux du littérateur, la famille de La Tour du Pin.

Cette édition 2026 a vu le couronnement de *Malestroît* de Jean de Saint-Cheron (paru aux éditions Grasset), un ouvrage littéraire consacré à la figure de Yvonne Beauvais (1901-1951), dite Yvonne-Aimée de Malestroît, religieuse augustine décorée de la Légion d'honneur des mains général de Gaulle à Vannes en juillet 1945 en récompense de son action en faveur de la résistante morbihannaise.

Le lauréat a reçu le 3 octobre son prix des mains des créateurs de la récompense, le journaliste Hervé Louboutin et l'écrivain Philippe de Saint Robert, ancien commissaire général de la langue française sous la présidence de François Mitterrand. Étaient notamment présents à cette cérémonie le duc de Rohan, ancien président de la région Bretagne et Marc Le Fur, ancien vice-président de l'Assemblée nationale.

Jérôme Besnard

Lire et réfléchir

En plongeant dans le passé ou en scrutant l'avenir, en critiquant le monde ou en l'épousant, voici quelques titres favorisant interrogations ou compréhensions — et pourquoi pas les deux ? Se situant ou non par rapport à la modernité, ils permettent de dépasser l'écume des jours dans laquelle on peut si facilement s'engluier.

par Jean Étèvenaux

Commençons par quatre rééditions montrant qu'on peut avoir intérêt à se replonger dans ce qui a été écrit il y a plus ou moins longtemps et qui pourrait sombrer dans l'oubli. L'étude du grand universitaire et homme politique que fut Victor Bérard, *La politique du sultan* (Paris, Le Félin, 2026 [première édition : Calmann Lévy, 1897], 176 pages) conserve toute sa pertinence en ce qui concerne les premiers massacres d'Arméniens. Bien oublié, Hilaire Belloc, redoutable polémiste franco-britannique, lança *Vous ne posséderez rien. L'État servile* (Paris, Éditions Carmin, 2024 [édition originale en anglais : Londres, 1913], 206 pages). De même, Theodore Dalrymple, un Britannique atypique, a dénoncé la *Culture du vide* (Paris, Éditions Carmin, 2024 [édition originale en anglais : Ivan R. Dee, 2005], 360 pages). Enfin, le Britannico-américain Alasdair MacIntyre, spécialiste de philosophie morale, a examiné *L'éthique dans les conflits de la modernité* (Paris, Presses universitaires de France, 2026 [édition originale en anglais : Cambridge, 2016], 496 pages).

Six ouvrages proposent leur méthode pour se sentir plus à l'aise. Nicolas Delange lance une invitation : *Découvrons-nous gaulois. Le mythe fondateur du peuple français* (chez l'auteur, 2026, 310 pages). Jean Furtos, François Laplantine et Laurent Denizeau ont mené leur réflexion *Pour une pensée métisse* (Paris / Lyon, Vrin / UR Confluence Sciences et Humanités - UCLY, 2026, 308 pages). De leur côté, Éric-Emmanuel Schmitt, Pierre Assouline et Abdenour Bidar posent la question : *Un juif, un chrétien, un musulman : fraternels ou fraticides ?* (Paris, Albin Michel, 2026, 128 pages). Aude

Suite de la page 7.

Mirkovic voit dans *Le droit naturel une ressource pour notre temps* (Paris, Boleine, 2025, 190 pages). Romain Treffel propose *La philo top chrono* (Paris, Larousse, 2026, 208 pages). Enfin, Gilles Kepel invite à partager son *Pèlerinage français* (Paris, Albin Michel, 2026, 208 pages).

Plus orientés vers un domaine précis, huit auteurs attirent l'attention sur des points particuliers. Christine Castelain Meunier pose la question : *Les hommes, tous les mêmes ? Déconstruire la virilité, réinventer le masculin* (Toulouse, Érès, 2026, 138 pages). Arthur Vernon prône une *Réconciliation. Réhabiliter le sexe à l'heure du post-#MeToo* (Noisy-sur-École, Les Éditions de l'Éveil, 2026, 288 pages). Vandana Shiva explicite son alternative : *Régénérer ou dégénérer. La crise climatique est une crise alimentaire* (Paris, Wildproject / Rue de l'échiquier, 2026, 192 pages). Olivier Beaud s'inquiète : *Les libertés universitaires à l'abandon ? Pour une reconnaissance pleine et entière de la liberté académique* (Paris, Lefebvre Dalloz, 2026, 400 pages). Philippe Meirieu et Xavier Bouchereau n'en démordent pas : *Parce que nous croyons encore en l'éducation* (Toulouse, Érès, 2026, 248 pages). Axelle Huber définit *La ligne de crête des aidants. Tenir sans se perdre* (Paris, Mame, 2026, 256 pages). Guillaume Mercier scénarise *La nuit du 4 août*. Version 2.0 (Paris [?], Éditions du Soubresaut, 2026, 416 pages). Quant à Jérôme Clech, il se montre optimiste : *Les nouveaux maîtres du futur. Comment la prospective stratégique permet de façonner l'avenir* (Paris, Hermann, 2026, 210 pages).

Il ne reste plus qu'à savoir porter un autre regard. Par exemple sur Geneviève de Fontenay : Hubert Guérin raconte *Les derniers secrets de la "dame au chapeau"* (Paris, Vêrone, 2024, 306 pages). Mais aussi avec Charlotte Casiraghi, qui, en habituée de la plume, va au-delà des émois et déconvenues de la famille Grimaldi dans *La fêlure* (Paris, Julliard, 2026, 384 pages). ■

■ **Brésil** : Le premier tour de l'élection présidentielle et des élections législatives, sénatoriales et régionales, a eu lieu le 4 octobre. 150 millions d'électeurs étaient appelés à départager le socialiste Luiz Inácio Lula, 81 ans, et le libéral Flavio Bolsonaro, 45 ans, fils de l'ancien président Jair Bolsonaro condamné à 27 ans de prison.

■ **Roumanie** : L'ancien candidat à l'élection présidentielle Călin Georgescu (qui aurait été élu si, le 6 décembre 2024, la justice roumaine n'avait pas suspendu l'élection en arguant d'une ingérence russe pour soutenir son compte TikTok), a été arrêté le 29 septembre 2026 et placé en détention provisoire pour une période de 30. Il est accusé de constitution d'un groupe criminel et d'escroquerie.

■ **Israël** : Un avion de la compagnie FlyDubai avec 174 passagers, dont 166 Israéliens, à destination de Tel-Aviv, a pu atterrir à Tabuk en Arabie saoudite le 30 septembre après que le commandant de bord indien avait été blessé à la hache par son copilote omanais et que des passagers avait pu prendre le contrôle de la cabine de pilotage.

■ **Espagne** : Une cinquantaine de grandes manifestations ont eu lieu à travers tout le pays le 3 octobre pour protester contre le rejet par le Parlement d'une proposition du loi du Premier ministre qui aurait plus largement interdit les expulsions de locataires.

■ **Armement** : Everllence (ex-Man Energy Solution), constructeur allemand de moteurs pour centrales électriques terrestres et de moteurs de secours pour sous-marins, a été vendu le 25 juin, pour 7,4 milliards d'euros, au fonds américain Bain capital. Les autorités françaises sont inquiètes car ces derniers moteurs équipent l'ensemble des sous-marins militaires français.

La dame de Marrakech

Le roi du Maroc, Mohamed VI, a nommé le 29 septembre Fatima Elzahra el-Mansouri Première ministre du Royaume. Son parti, Authenticité et Modernité, le PAM, est arrivé largement en tête des élections législatives du 23 septembre. L'attention ne s'est pas tant portée sur les évolutions des suffrages entre les principales forces politiques, qui tendent à une relative stabilité des grands équilibres, qu'au choix d'une femme dans ce monde d'hommes.

La promotion féminine au Maroc est régulière mais progressive. Peu à peu, elle a touché de plus en plus d'échelons au sein de la haute administration. C'est la première fois dans l'Histoire qu'elle atteint la tête du gouvernement. Pourtant la nouvelle Première ministre, aujourd'hui âgée de 50 ans, avait commencé sa carrière dès 2009 en se faisant élire maire de Marrakech où la famille el-Mansouri fait partie des principales notabilités. En 2015, elle avait dû rendre les clés au parti islamiste PJD, avant de les lui reprendre en 2021 tout en devenant ministre de l'Aménagement du territoire, de l'habitat et de la politique de la ville. Elle vient du sérail. Elle appartient au système. Elle est proche du Palais.

Sa nomination est tout un symbole. Elle est une première dans le monde arabo-musulman. On l'a vue au palais royal portant la djellaba traditionnelle. Elle ne porte aucun foulard. Elle a toujours les cheveux découverts. Elle est divorcée. Le protocole se demande déjà comment la faire participer aux nombreuses occasions

religieuses aux côtés du monarque, commandeur des Croyants, alors que hommes et femmes en Islam prient dans des lieux séparés.

Les islamistes sont à l'affût. À la tête du gouvernement entre 2011 et 2021, le PJD s'était effondré pour cette fois revenir pratiquement à une seconde place ex aequo avec les deux autres formations classiques, l'Isiqlal (parti de l'indépendance, nationaliste) et le RNI (Rassemblement national des indépendants) du Premier ministre sortant qui ne se représentait plus. Les trois ont recueilli environ 15 % des voix chacun contre près de 22 % au PAM. Le PJD est redevenu le plus offensif en reprochant notamment à la nouvelle Première ministre ses liens avec Israël (le président israélien lui a envoyé ses félicitations). Le Maroc reconnaît officiellement Israël et fait partie des accords d'Abraham. Fatima et le dirigeant islamiste Benkirane ont débattu face à face durant la campagne électorale ; ce fut le débat le plus visionné, donnant une belle preuve de démocratie royale marocaine.

Dominique Decherf.

La Nation Française hebdomadaire

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson
Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire
FR21418382149
ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.